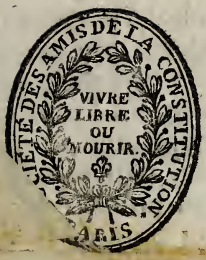
FRC.1.524
Case
FRC
15387



SOCIÉTÉ
DES AMIS DE LA CONSTITUTION,
SÉANTE AUX JACOBINS, A PARIS.

SECOND DISCOURS
DE J. P. BRISSOT, DÉPUTÉ,

Sur la nécessité de faire la guerre aux Princes allemands;

Prononcé à la société, dans la séance du vendredi 30 décembre 1791.

MESSIEURS,

J'AI promis de répondre à toutes les objections qu'on élève contre le système d'attaque. Je vais acquitter ma promesse, non pas que j'aie embrassé l'universalité des objections; il faudroit

THE NEWBERRY LIBRARY

des volumes. J'ai choisi les plus frappantes. Ecartant également et les phrases oratoires, et les pasquinades qui ne prouvent rien, je m'attache aux seuls raisonnemens. J'écarte encore les soupçons insinués, imprimés, répandus à cette occasion contre mon patriotisme. Un patriote de 20 ans ne change point en un jour. J'ai développé hier mon opinion à l'assemblée nationale; a-t-on vû que mon amour pour la liberté, que ma haine contre les ennemis de l'égalité, que ma surveillance envers les ministres, que mon langage enfin aient changé? Quelques patriotes ardens sont trop prompts à soupçonner ceux qui ne pensent pas toujours comme eux. Frères, vous m'avez confié un poste; je ne l'abandonnerai pas un instant; mais trois mois d'expérience m'ont appris à le connoître. Vous êtes patriotes comme moi; mais je connois mieux que vous le local et les armes qui peuvent y assurer la victoire au peuple.

Avant que d'attaquer les objections qui m'ont été faites, je dois rappeller, en peu de mots, ce que je crois avoir bien prouvé dans mon premier discours. J'ai démontré que le parti de la guerre concilioit seul tous les rapports, et la dignité de la nation françoise, et sa sûreté, et le maintien de la révolution, et le retour de la prospérité publique.

Il est démontré que la France doit consentir à être à jamais déshonorée, si, après avoir conquis sa liberté, elle souffre que 25 millions d'hommes soient impunément insultés par quelques milliers de brigands.

Il est démontré que la sûreté de l'empire françois est bien plus compromise, si nous at-

tendons tranquillement l'ennemi dans nos foyers, que si nous le prévenons.

Il est démontré que la constitution se consolidera bien plus promptement, si nous pouvons dompter les mécontens qui s'agitent continuellement dans l'intérieur; que ces mécontens se dissiperont avec beaucoup plus de facilité, si nous leur enlevons le seul point d'appui qu'ils ont hors de l'empire, cette armée de réfugiés qui encourage leurs manœuvres, avec les chefs de laquelle ils ne cessent de tramer des complots toujours détruits et toujours renaissans.

Il est démontré que le crédit public se rétablira bien plus promptement, si la nation, prenant enfin l'attitude qui lui convient, tient un langage digne de la liberté aux gouvernemens qui attisent sourdement la révolte dans son sein, ou qui protègent ouvertement les rebelles.

Il est démontré, pour quiconque a bien observé l'état actuel de l'Europe, qu'il n'existe aucune puissance considérable qui veuille sérieusement, ou qui puisse efficacement arrêter la nation françoise dans sa marche vers la liberté; que toutes, détestant notre nouveau régime, sont et seront forcées de le respecter; que leurs petites ligues, leurs petites conjectures impraticables, dont l'exécution ne sont que de vrais jouets avec lesquels ils cherchent à se rassurer et à se tromper les unes les autres.

Il est enfin démontré que s'il est des trahisons à craindre, elles seront bien plus dangereuses au dedans du royaume qu'au dehors.

A tant de raisonnemens qui démontrent que la France doit attaquer, et les rebelles qui la bravent, et les étrangers qui les protègent, qu'opposent nos adversaires? Glissant sur les

argumens, ils s'attachent à éveiller les soupçons et les craintes. Il faut, disent-ils, se défier de cette ardeur du ministère qui veut la guerre, après l'avoir si long-temps repoussée.

Je l'avoue, cette ardeur si subite doit inquiéter les patriotes, et plus d'une fois j'ai cru y entrevoir un germe de trahison. Cependant, si l'on peut parvenir à l'expliquer, à prouver que cette contradiction dans le ministère n'est qu'apparente, il me semble qu'on aura ôté aux esprits la plus forte objection contre la guerre.

On confond ici le ministère actuel avec le ministère qu'il a remplacé. Que vouloient les derniers ministres ? Elevés dans l'ancien régime, détestant le nouveau, brûlant de rendre au roi son ancienne autorité, méprisant intérieurement l'assemblée nationale, devant laquelle ils étoient forcés de baisser la tête, ils attendoient du dehors la restauration du despotisme; ils excitoient sourdement les cours étrangères à traverser notre révolution ; ils attisoient le foyer de la contre-révolution ; et dès-lors ils devoient sans cesse repousser tous les projets de guerre qui devoient le détruire. — Telle a été la tactique constante des Montmorin, des Guignard, qui, les mots de patriotisme sur les lèvres, ne cessoienr de rêver et de combiner des contre-révolutions.

Un autre intérêt dirige le ministère actuel ; les personnages ont changé : la marche doit donc changer. La plupart de ces ministres doivent à la révolution leur élévation imprévue ; et leur chûte seroit un résultat infaillible de la contre-révolution. On ne pardonneroit pas même à ces plébéïens obscurs d'avoir souillé les marches du trône. Sûrs de cette catastrophe, comment ces ministres auroient-ils la stupidité de favoriser un parti de rebelles qui ne les voit qu'avec horreur

occuper le ministère, qui les en précipiteroit, s'il parvenoit à triompher ? Le ministère actuel coalisé avec les modérés quand il s'agit de combattre les patriotes, combattra donc avec les patriotes les aristocrates. Il a donc un intérêt commun avec les patriotes ; il doit donc chercher à détruire Coblentz, puisque Coblentz renferme ses ennemis ; et voilà pourquoi vous voyez tous les écrivains qu'il soudoie prêcher la guerre.

Voilà l'explication naturelle de l'ardeur qui porte nos ministres à vouloir la guerre contre les princes allemands. Il voient dans son succès un sûr garant de la stabilité de leurs places. Que le ministre nouveau de la guerre ait d'autres vues, cela peut être. On le dit, d'un côté, dévoré d'ambition, dévoré d'amour de la gloire ; de l'autre côté, on le peint comme un traître. Mais sur quoi pouvons-nous le juger jusqu'à présent ? Sur son langage? il paroît patriotique. Je ne vous dis pas d'y croire : soyez sur vos gardes ; mais attendez au moins des faits pour juger, pour condamner ce ministre ; et de son côté, si ce ministre a dans son ame le patriotisme qu'il affecte, il ne doit point s'offenser ni se refroidir par les défiances ; il doit aller droit son chemin, et se souvenir que Phocion, après 70 ans de service, fut soupçonné d'avoir voulu vendre la patrie à Nicanor.

Que les autres ministres comptent profiter de la défaite des aristocrates ; qu'ils aient des vues profondes ; qu'intéressés à augmenter la prérogative royale, qui doit réfléchir plus d'éclat sur leurs places ; ils veuillent, à la suite de cette guerre, accroître le pouvoir exécutif ; qu'ils voient dans le succès de cette guerre des chances pour cette augmentation, je ne nie pas la possibilité de pareils projets ; mais je soutiens qu'ils

ne doivent pas arrêter le peuple françois dans la marche que sa dignité, que sa sûreté lui prescrivent. Avant tout, il doit assurer sa liberté au-dehors. Respecté des nations étrangères, et n'ayant plus rien à craindre pour sa tranquillité extérieure, il sera bien plus facile au peuple de se préserver des filets que le ministère cherchera bientôt à tendre autour de lui.

Je ne dis pas que tous les comités secrets qui dirigent le château des Tuileries partagent les vues du ministère actuel; je ne dis pas qu'il n'y existe encore un parti qui tende à rétablir le patriciat, ou à le ressusciter dans un établissement des deux chambres; je ne dis pas qu'il n'y existe une correspondance avec Coblentz; que quelques personnages n'y puissent desirer secrettement le succès de ces réfugiés de Coblentz, et conséquemment ne seront pas fort disposés à les attaquer; qu'ils jouent l'amour de la guerre pour nous faire desirer la paix; je ne dirai pas que d'autres personnages, presqu'aussi importans, ne veuillent la guerre; qu'en la déclarant, ils n'y voient la possibilité de forcer l'empereur et la Prusse de de se montrer enfin : mais je dis que toutes ces combinaisons petites, partielles ou contradictoires, ne doivent pas changer la marche d'un grand peuple qui doit se régler d'après les principes et ses forces.

Je dis que pour déjouer celui qui ne veut pas la guerre, et feint de la vouloir, il faut la faire; je dis que pour déjouer celui qui s'appuie sur l'empereur et sur les réfugiés, il faut encore prévenir ou l'invasion ou le congrès dont on nous menace.

Je dis que cette résurrection de la noblesse, cette institution des deux chambres, qui servent

merveilleusement des frippons, pour duper des imbéciles ; que cette guerre de patriciat, facile à étouffer à son berceau même, ne deviendroit un peu dangereuse qu'en la laissant s'étendre dans le royaume ; qu'il faut la prévenir en attaquant les rebelles. Je dis que les discussions qui divisent les rebelles entre eux, nous invitent encore à les attaquer, et nous promettent les succès les plus rapides.

Je dis que l'espoir formé par ces diverses factions d'entraîner les puissances dans leur cause, en les compromettant dans cette guerre, est tout destitué de fondement ; je dis que mes argumens subsistent toujours contre les deux maisons d'Autriche et de Berlin ; qu'aucune ne veut sincèrement la guerre; que chacune a tout à risquer en y prenant parti ; je dis que si la France se les attire sur les bras, ce qui me paroît presqu'impossible, elle devroit encore attaquer, parce qu'à tout prix il faut se délivrer de ces craintes des nations étrangères, ou renoncer à être libre; car on n'est point libre sous le couteau de la terreur : je dis que les patriotes, que la France doivent enfin dédaigner ces petites intrigues, ces combinaisons obscures des divers comités qui dirigent la cour, et la jettent dans une agitation perpétuelle.

Sans doute il y existe des fulvies qui ne cherchent qu'à embraser la France ; — mais que peuvent deux ou trois femmes, deux ou trois intrigans, contre une nation entière ? Il faut oublier sans cesse l'ancienne hauteur où la liberté nous a portés, pour craindre de pareils atomes !

Ils excitent, me dit-on sans cesse, toutes les têtes couronnées, et en attaquant les électeurs, nous leur fournirons des prétextes pour atta-

taquer la France : comme si les tyrans qui ont la force en main, manquent jamais de prétextes pour écraser les foibles dont ils envient la dépouille ! Ah ! si ces princes avoient pu former une ligue puissante ; s'ils avoient à leur dévotion des armées nombreuses et des trésors bien fournis ; s'ils avoient pu compter sur leur bonne foi respective ; s'ils n'avoient pas craint la valeur d'un peuple désespéré, qui combat pour sa liberté ; s'ils n'avoient pas craint pour leurs propres troupes la contagion de la liberté, il y a long-temps que la France eût été attaquée par eux, n'eussent-ils eu pour prétextes que les misérables réclamations des princes possessionnés d'Alsace, qui veulent à tout prix flétrir notre constitution des taches de la féodalité. La foiblesse, l'impuissance des rois conjurés contre nous, leur a commandé un système de paix. Cette impuissance existe encore, et vous ne devez pas craindre de les provoquer.

Mais vous irriterez, ajoute-t-on, par la violation du territoire, les peuples allemands, à qui vous supposez déja des principes : ils n'ont pas oublié les cruautés exercées dans le Palatinat.

Eh quoi ! supposerez-vous donc qu'en allant attaquer des brigands à Coblentz, nous ferons la guerre en brigands ? Un peuple libre se respecte trop lui-même pour descendre à de pareilles horreurs. Un homme libre va droit à son ennemi, l'attaque en face, le terrasse, ou meurt. Mais les enfans, les femmes, les propriétés des laboureurs, des artisans, tout est sacré pour lui ; il les respecte religieusement. Des tyrans peuvent convertir les plus beaux pays en déserts : l'homme libre voudroit peupler, en un instant, les déserts d'hommes libres et heureux comme lui. La chaumière est

pour un homme libre plus respectable qu'un palais : c'est l'asyle de l'innocence ; et l'homme libre le révère, et craint de faire verser des pleurs à l'innocence. Tels sont les principes qui dirigeront l'armée françoise ; principes qui ont été développés d'une manière si sublime dans la déclaration lue par M. Condorcet à l'assemblée nationale. Ils feront oublier ces scènes affreuses du Palatinat, qui ont souillé, non pas la nation, mais le despotisme ministériel. C'est alors que les Allemands verront la différence d'un peuple qui se bat pour la liberté, à une armée qui soutient les fantaisies de quelques brigands couronnés ! Eh ! qu'on ne crie pas encore à l'impossibilité, au prodige. Je vous citerai la conduite de l'armée françoise en Amérique. Pas une plainte ne s'éleva contre elle ; et cependant la liberté n'avoit pas encore lui pour elle ; mais les François se battoient à côté d'hommes libres, et leur saint exemple formoit leur ame à la vertu.

Oui, quand les Allemands qui gémissent sous le joug des électeurs, verront l'armée françoise déployer au milieu d'eux le drapeau tricolore ; quand ils la verront protéger, au lieu de dévaster leurs propriétés, acheter leurs denrées, au lieu de les piller, n'attaquer que ceux qui veulent défendre les rébelles ; quand ils verront dans le camp françois, non un camp ennemi, mais une ville passagère et paisible, où règnent l'ordre et les loix ; quand ils verront les François ne s'occuper que de leur bonheur et de leur liberté ; c'est alors que les Allemands les couvriront de bénédictions, au lieu de s'irriter contre eux. C'est alors que se formera entr'eux une fraternité douce et solide, puisqu'elle s'appuiera, non sur

des convenances du moment, mais sur des principes éternels qui leur deviendront communs.

On attaque le tableau que je vous ai présenté de la situation des puissances étrangères. Je vous ai prouvé qu'elles étoient loin d'être redoutables, qu'elles ne vouloient ni ne pourroient faire la guerre. J'ai développé cette verité avec bien plus de détails hier à l'assemblée nationale ; mais voulussent-elles sérieusement la guerre, il faudroit encore les prévenir. La victoire a presque toujours été pour le François, quand il a attaqué ; et si tel étoit le fruit de son impétuosité guerrière, quand il se battoit pour un frêle point-d'honneur ou pour de misérables rubans, que ne sera-ce pas quand il combattra pour sa liberté, ses droits, sa patrie? car enfin il en aura une. Oui, ou je me fais une fausse idée du profond empire de la liberté sur l'esprit humain, ou je dois croire que tout patriote sera un héros,

Avec de pareilles dispositions, qu'avez-vous donc à craindre de ces automates armés qui vont devenir maintenant plus redoutables pour les tyrans qui les font traîner aux combats, que pour leurs ennemis ; de ces automates qu'animeront tout-à-coup, et la vue de vos drapeaux où brillera la liberté, le bonnet sur la pique, et les sons enchanteurs du cantique : *Ah ! ça ira !* car, messieurs, il doit être désormais le signal des combats françois.

Croyez, croyez, messieurs, que les tyrans qui en connoissent les prodigieux effets, qui voudroient, s'il étoit possible, ne faire combattre que des machines, frémissent d'avance à l'idée d'un pareil combat... La vue de la tête de Méduse pétrifioit ; l'air favori de la liberté, la vue de son bonnet, peuvent ébranler une armée à-la-fois,

faire poser les armes à des hommes qui devoient s'égorger... Et je m'imagine voir le François, l'air ouvert, riant, présenter sa main à l'Allemand, le serrer, et tous deux jurer sur les drapeaux de la liberté, qu'ils sont frères, que les deux nations ne feront plus qu'une seule famille.

Quand on contesteroit la possibilité de ce prodige, pouvez-vous nier l'influence secrette des communications entre les deux armées? Autrefois on aimoit le François : on le bénira aujourd'hui, et il est impossible que les Allemands, ne voyant dans les François que des amis de tous les hommes, que des libérateurs du genre-humain, veuillent se battre long-temps pour l'honneur de leurs tyrans.

Eh! messieurs, je ne dois cesser de vous le répéter, ce que je vous prédis est déjà arrivé. Demandez à ce marchand de chair humaine, à ce prince de Hesse, combien de soldats lui sont revenus des campagnes d'Amérique. Les Allemands ont vu des frères dans les Américains; ils ont déposé leurs armes, les ont troquées contre des charrues; ils vivent heureux et libres, élisent leurs représentans, font leurs loix, au lieu d'être bâtonnés, enchaînés, excédés d'inanition pour les plaisirs de son altesse électorale.

Les princes allemands, instruits par cette expérience, sont loin de vouloir la renouveller. Je connois, comme mes adversaires, tout l'empire de l'orgueil sur leur ame. Je connois toute l'étendue de la haine des rois pour la liberté, pour l'égalité; et voilà pourquoi je leur ai voué moi-même une haine éternelle, irréconciliable.

Mais je sais aussi que ces princes calculent quelquefois leurs intérêts, et y subordonnent leurs passions les plus violentes. Je sais que plus on

s'éloigne des temps de barbarie, en descendant vers le siécle actuel, moins on voit de ces guerres dictées par des mouvemens subits; que la raison qui va toujours s'étendant et toujours fortifiant l'opinion publique, je sais que cette raison avertit les princes qu'ils doivent compter pour quelque chose cette opinion publique; je sais que lorsqu'ils ne peuvent pas espérer de la séduire, lorsqu'ils craignent des pertes irréparables, ils savent étouffer leurs passions; je sais que les conseils de ces princes sont dirigés par des hommes qui, voient leur intérêt avant tout, qui, pour conserver leur pouvoir et leur facilité à piller, ont aussi besoin de ne pas tout donner aux hasards, de ne pas attirer autour du monarque des réclamations fatigantes et si nombreuses, lors des calamités d'une guerre; je sais que de tous ces princes, il n'en est pas un dont les finances ne soient en désordre, dont les moyens ne soient précaires, dont l'armée n'exige les plus grands ménagemens; je sais, enfin, que des combinaisons, des complications de ces intérêts, de toutes ces passions, de toutes ces circonstances, il doit résulter que, pour satisfaire l'orgueil, il faut affecter un ton insolent, que pour obéir à l'intérêt, il faut éviter une guerre ruineuse.

Il est facile de combattre, en une phrase, un aperçu politique, composé d'une foule d'élémens et de faits rassemblés et médités depuis long-temps; mais quand on nous menace d'une coalition redoutable de puissances, encore faut-il, prouver qu'elle est possible à ceux qui en nient la possibilité; encore faut-il attaquer les faits, les calculs sur lesquels il se fondent. Or, c'est, le bilan général de tous les princes étrangers à la main, que je prouve leur impuissance. Démon-

trez-moi donc que ce bilan est faux, ou ne cherchez pas à nous effrayer avec de vains épouvantails.

J'ai compté, je compterai toujours sur la disposition des peuples pour la liberté, et nos adversaires ne les croient pas si près de la liberté. Ils sont trop abrutis par le despotisme, s'écrient-ils!... Eh! qui vous a donné cette mesure de leur asservissement? Est-il donc supérieur à celui qui avilissoit la nation françoise? Y avoit-il un peuple qui parût plus éloigné de la liberté que le peuple françois? Ne citoit-on pas par-tout sa légèreté, son défaut de constance, sa crainte des bastilles, sa fureur pour les plaisirs, son esclavage de douze siècles? Eh bien! tout cela a disparu le 14 juillet, et ce jour fait le procès à ceux qui prétendent fonder les probabilités de la résurrection des peuples sur l'échelle de leur ignorance ou de leur corruption. Le fameux Lenoir me disoit, quatre ans auparavant, à la Bastille.... « Ce peuple que vous vantez, dont vous voulez recréer la souveraineté, cette vile canaille est insensible à tout, a peur de tout; avec cinquante hommes du guet, je parie mettre tout Paris à la raison. »

Cessons, cessons, messieurs, de calomnier les peuples, en ne les croyant pas aussi près de la liberté que nous. Quand ils ne l'auroient pas été, notre exemple les a prodigieusement avancés. Notre constitution, dont la connoissance n'aura bientôt plus d'autres limites que celles du monde, les mûrit chaque jour. Et pourquoi l'Allemand grave, réfléchi, généralement aisé, ne seroit-il près de toucher à la liberté? Il lit, il est aisé; donc il apprendra, il entendra bien plutôt le langage de la liberté. Nous cherchons

le secret de la conserver ; il est dans ces deux mots : *aisance*, *instruction*. Et l'on refuseroit de croire à la prochaine liberté de ceux qui les possèdent ; et l'on prétendroit réfuter, par des pasquinades, cette idée sublime de M. Rœderer, l'idée de faire la guerre aux princes, en municipalisant leurs villes et leurs bourgs ! Est-il donc si difficile d'inoculer cette idée ? Elle se réduit à ces deux mots : Faites vos loix, choisissez vos législateurs. — Eh ! messieurs, rappellons-nous l'histoire de nos comités permanens, qui ont municipalisé la liberté en France. Ce fut à Paris l'événement d'une heure ; et quinze jours ne s'étoient pas écoulés, que toute la France avoit des comités permanens, qui tenant entr'eux une correspondance étroite, achevèrent de renverser le despotisme. On nous conseille d'attendre qu'il soit détruit en Allemagne avant de municipaliser ; c'est conseiller d'attendre qne l'arbre tombe avant d'y porter la coignée. . . . Il faut se hâter de la porter, et nos ennemis deviennent nos barrières, et rendent inutiles nos forteresses.

Descartes disoit : donnez-moi un point d'appui, et je soulève le monde. Cette idée est encore plus vraie en politique qu'en morale. Ayez un point d'appui pour soulever l'univers contre les tyrans, et l'univers est libre ; or, ce point est trouvé. Que dis-je ? il en existe un dans chaque hémisphère ; les États-Unis dans l'un, la France dans l'autre, voilà deux fabriques éternelles pour la liberté générale, deux asyles pour ceux qui ne réussiront pas.

Connoissez-vous un peuple, s'écrie-t-on, qui ait conquis sa liberté en soutenant une guerre étrangère, civile et religieuse, sous les auspices du despotisme qui le trompoit ? . . .

Mais que nous importe l'existence ou la non existence d'un pareil fait? Existe-t-il donc dans l'histoire ancienne une révolution semblable à la nôtre? Montrez-nous un peuple qui, après douze siècles d'esclavage, a repris sa liberté? Nous créerons ce qui n'a pas existé....

Oui, ou nous vaincrons et les nobles et les prêtres et les électeurs, et alors nous établirons notre crédit public et notre prospérité, ou nous serons battus et trahis..... et les traîtres seront enfin convaincus, et ils seront punis, et nous pourrons faire disparoître enfin ce qui s'oppose à la grandeur de la nation françoise. Je l'avouerai, messieurs, je n'ai qu'une crainte, c'est que nous ne soyons pas trahis.... Nous avons besoin de grandes trahisons : notre salut est là; car il existe encore de fortes doses de poison dans le sein de la France, et il faut de fortes explosions pour l'expulser; le corps est bon; il n'y a rien à craindre. Les grandes trahisons ne seront funestes qu'aux traîtres; elles seront utiles aux peuples.

Les hommes qui, pour nous effrayer sur ces trahisons, nous citent sans cesse les siècles anciens, partent de fausses analogies; ils se fondent sur le passé, et le présent ne ressemble à rien de ce que le passé nous offre. Nous créons des siècles nouveaux, des révolutions nouvelles. L'invention de l'imprimerie a tracé une ligne de démarcation entre les siècles anciens et les siècles futurs. L'ignorance des peuples anciens, l'impossibilité de les pouvoir éclairer tout-à-coup en faisoient nécessairement des jouets sous la main de l'intrigue. La presse a rendu et rendra de plus en plus la tyrannie difficile, et la raison, en

éclairant insensiblement tous les hommes, les préservera de la démagogie.

Il est facile, pour nous effrayer sur la guerre, de nous citer et César et Pompée, et de faire des phrases brillantes sur leurs usurpations.

Mais pour un homme qui, ne s'arrêtant pas à quelques rapports superficiels, plonge dans la profondeur des siècles, qu'y a-t-il de commun entre César et Pompée, et nos généraux, entre Rome et la France? Rome étoit fondée sur le système des conquêtes, la France l'abhorre; Rome avoit de nombreuses armées permanentes, et nous n'en aurons pas toujours de permanentes; car, et c'est encore un service que l'Europe devra à la révolution françoise, elle anéantira partout le système des armées permanentes, par cela que les armées deviennent inutiles, et que l'impôt nécessaire pour les payer devient plus pesant.

Sans cesse en activité, les armées romaines spéculoient sur les pillages et sur les terres conquises, et notre constitution proscrit cet esprit de rapacité guerrière. Les armées romaines étoient composées de brigands, d'aventuriers, d'étrangers sans propriété et sans autre industrie que leurs sabres. L'armée françoise sera composée de soldats-citoyens attachés à leur patrie par leur famille, par leurs propriétés, par leur industrie, par leurs droits de citoyen, et qui, hors la guerre, se confondant sans cesse dans la classe des citoyens, ne seront jamais tentés de la combattre, de la déchirer, comme les soldats romains, qui faisoient une caste à part. Le soldat romain n'étoit attaché à Rome par aucun lien; il ne voyoit, il n'aimoit que le gé-

néral qui pouvoit lui donner des terres et de l'argent. Il étoit bien à la lettre le soldat de Pompée, et non le soldat de la république. Mais où sont en France et ces terres conquises, et ces monceaux d'or avec lesquels un César pourroit diriger et sa soldatesque, et la multitude à son gré?

Rome n'avoit point de clubs, point de sociétés patriotiques, point de presses, point de journaux, et la tyrannie devient impossible par-tout où il existe des clubs patriotiques et des presses; ce sont des tocsins multipliés qui sonnent bien vîte l'alarme si l'ennemi se montre.

Le régime de Rome avoit dans son sein le germe de sa destruction. Le sénat, corps inamovible et aristocratique, pour se soutenir contre le peuple, avoit besoin de l'employer dans des guerres fréquentes. Les guerres formoient des généraux habiles et ambitieux, qui enchaînoient ensuite, par leurs soldats, et le sénat et le peuple; ainsi, le sénat s'égorgeoit de ses propres mains.

La France n'est point dans cette position. Son sénat est nommé par le peuple, tiré du sein même du peuple; il est fréquemment renouvelé, et dès-lors ce sénat amovible ne peut être que l'ami du peuple qui l'élit; il ne peut vouloir une guerre qui pèseroit sur tous ses membres comme sur le peuple. Il doit vouloir la paix, parce qu'avec la paix, chacun paie moins d'impôts, chacun fait fleurir son commerce et son industrie, chacun multiplie ses jouissances. La guerre est donc ennemie de ce régime représentatif; et puisque les guerres seroient rares, il n'y a point à craindre d'être asservis par des César ou des Pompée.

Comment donc comparer l'assemblée nationale décrétant la guerre contre des rebelles, avec le sénat romain déclarant la guerre pour se délivrer des attaques du peuple romain? L'assemblée nationale fait-elle donc peser son joug sur le peuple françois? a-t-elle besoin de le livrer à la boucherie, pour maintenir son pouvoir? Comparaisons fausses, absurdes!

Eh! que deviennent encore ces terreurs sur la dictature que la guerre va mettre, dit-on, entre les mains de nos généraux, de nos ministres?

Analysons ce mot effrayant *dictature*, et nous verrons combien il nous est étranger. Qu'étoit un dictateur? Un homme choisi par le sénat, dans des crises dangereuses, pour gouverner seul la chose publique, un homme dont la volonté suprême régnoit à la place de la loi, et dont l'inviolabilité pouvoit ouvrir la porte à tous les crimes. Mais en déclarant la guerre aux petits princes allemands, suspendons-nous donc le cours des lois et le règne de la constitution? élevons-nous au-dessus d'elle et nos généraux, et nos ministres? la loi doit-elle courber la tête devant leurs haches despotiques? les revêt-elle d'une inviolabilité illimitée? Non, rien de tout cela n'existe. Les tribunaux restent, la loi reste, la constitution domine seule, les pouvoirs constitués fléchissent toujours devant elle, tous leurs agens sont également enchaînés par la responsabilité, l'assemblée nationale est toujours là pour exercer cette responsabilité.

Encore une fois, qu'a-t-on donc à redouter de cette dictature qui n'est qu'une chimère? Il s'en formera, s'écrie-t-on; il est des ambitieux qui n'attendent que ce moment pour saisir les

faisceaux.... Oui ; mais la hache de la loi est aussi suspendue sur la tête de l'ambitieux....

Et, je le demande encore une fois, où est l'armée, où est le peuple qui soutiendroit cet ambitieux, où sont enfin les trésors avec lesquels il séduira l'un et l'autre? L'armée est composée en partie de gardes nationaux et en partie de soldats de ligne, auxquels aucun général ne peut offrir les avantages que lui présente la révolution. Le peuple françois n'est pas tout dans Paris, comme le peuple de l'empire romain étoit dans Rome. Le peuple de Paris n'a pas seul le droit de citoyen françois, comme le peuple qui habitoit Rome. Le peuple de Paris ne fait pas des plébiscites comme le peuple de Rome. Supposez donc un Manlius, un César assez habile, assez riche, assez fou pour vouloir séduire le peuple de Paris ; il n'en résulte donc pas qu'il assujétira à son gré les autres grandes villes du royaume, dont les citoyens pourroient renverser ses projets ambitieux. César pouvoit encore plier à son gré un sénat inamovible. Mais un sénat qui change tous les deux ans ; quel homme peut être assez riche ou assez imbécile pour le soudoyer? Observez enfin quel amas immense de richesses César prodigua, gaspilla pour enchaîner à son char le peuple Romain. C'étoit l'or de l'univers entier que des siècles de conquêtes avoient accumulé dans Rome. Or, la seule richesse nationale dont un César françois pourroit maintenant disposer, l'assignat national, s'anéantiroit dans la main de l'usurpateur par l'effet même de la violence qui s'en empareroit.

C'est ainsi, messieurs, qu'en décomposant tous ces grands exemples tirés de l'histoire an-

cienne, on voit combien peu ils sont applicables à notre position actuelle. L'histoire moderne lui est presqu'étrangère, et j'en veux citer un exemple.

On doit se rappeler le parricide Maurice, qui souilla la révolution hollandoise en la tournant au profit de la maison d'Orange; eh bien! avons-nous à craindre un Maurice? Je dis non. — Maurice commandoit lui-même son armée, et le roi des François ne commandera pas les nôtres; et, pour être adoré de ses soldats, il faut les commander, les éblouir par ses victoires. Maurice étoit aussi habile capitaine qu'habile aristocrate, vigilant, actif, intrépide..... il réussit, et avec combien de peines..... Mais alors les droits de l'homme n'étoient pas bien connus; mais il n'existoit ni journaux, ni sociétés patriotiques; mais le soldat ne lisoit point les journaux; mais l'aristocratie seule dominoit; mais le peuple, maltraité par les aristocrates, devoit s'attacher au stathouder qui le caressoit et le payoit. Mais Maurice faisoit la guerre au sein de la Hollande même; il pouvoit donc partout enchaîner ses ennemis, étouffer les réclamations des amis de la liberté.... Or y a-t-il aucun rapprochement de cet état de choses avec l'état actuel de la France?.... Gardes nationales, la liberté universelle de la presse, égalité des droits, vaste population; voilà quatre grands caractères qui assurent à jamais la liberté françoise, qui distinguent sa révolution des autres révolutions.

Le peuple enfin l'a faite, le peuple en profite; et à mesure que la raison s'avance dans la profondeur des siècles, le peuple en profitera toujours plus, et par conséquent il sera toujours plus intéressé à la maintenir; et voilà pourquoi

je vous disois avec tant de confiance : vous n'avez plus rien à craindre, ni des traîtres, ni des démagogues. Le peuple est là.... c'est-à-dire, le peuple de 25 millions d'ames, et non pas le peuple d'une capitale; c'est-à-dire, tout le peuple qui s'instruit chaque jour par les discussions publiques; ce peuple qui sent chaque jour la douceur d'être soulagé de tant de fardeaux dont le despotisme l'écrasoit; ce peuple qui, en deux ans, a déjà franchi presqu'un siècle, si l'on en juge par ses raisonnemens, si l'on consulte sa fierté, son enthousiasme pour ce qui est grand, ce qui est beau. Non, ce peuple ne reprendra plus ses fers; il combattra, il périra plutôt.....

Et voilà le peuple que l'on veut dégrader, en le comparant aux peuples qui gémissent dans l'esclavage. Le peuple est par-tout, dit on, il est même à Constantinople; le despotisme n'y règne pas moins. Ne comptez donc pas sur le peuple. Non ce n'est pas le peuple françois, c'est un parc de brutes. — Et l'inertie et la lâche patience de ces brutes ne peut être citée contre un peuple libre... Ah! qui n'a pas frémi, qui n'a pas été indigné de cette comparaison? Qui n'a pas été déchiré de voir un défenseur du peuple citer contre lui la cruelle catastrophe du mois de juillet?.... Que prouve-t-elle contre lui? Qu'a-t-elle produit, je le demande aux conspirateurs, contre notre liberté? — L'infamie; mais le peuple n'y a rien perdu, car est-il devenu plus esclave du monarchisme? La liberté est-elle rétrogradée? l'enthousiasme pour elle est-il diminué? la lumière est-elle éteinte? Non; son éclat a été plus vif encore.... C'est depuis cette époque que le peuple a porté aux premières places les hommes même que la

tyrannie de ses hypocrites démagogues avoit marqués pour victimes.... Si nous voyons à notre tête les Péthion, les Rœderer, les Robespierre et l'ingénieux Desmoulins, qui a épuisé tout son esprit et toute son érudition pour soutenir la thèse des aristocrates, pour décourager le peuple ; si nous les voyons, dis-je, à notre tête, c'est que le peuple étoit là. — Si j'ai vaincu moi-même toute la rage de mes ennemis, c'est que le peuple étoit là ; si le patriotisme triomphe et triomphera toujours dans l'assemblée nationale et au-dessus de toutes les manœuvres des ministériels, c'est que le peuple est et sera toujours là.

En me servant de ce langage, je n'entends pas compter sur l'insurrection armée du peuple ; j'entends l'insurrection paisible de l'opinion publique contre les grands attentats..... C'est-là qu'est notre force, qu'est le remède contre les vices de la constitution ; c'est dans l'instinct infaillible, dans le jugement prompt et sûr, dans l'incorruptibilité du peuple, dans son attachement inaltérable à la liberté ; toutes vertus qui ne peuvent qu'aller en croissant et nous offrir des garans toujours plus sûrs de notre liberté.

Et voilà le peuple qu'on craint de mener aux combats contre des automates disciplinés ; comme s'il n'étoit pas assez brave, je ne dis pas pour vaincre (des mercenaires peuvent vaincre aussi) ; mais pour soutenir une défaite, pour n'en être pas consterné, pour retourner avec encore plus d'alacrité, plus de fierté sur le champ de bataille, jusqu'à ce que la victoire le couronne enfin.

On nous menace de défaites. Eh bien ! qu'importe ? si, au travers de ces défaites, nous arrivons au maintien de la liberté ? Pour un Saratoga ou un Yorktown, combien d'échecs les Américains

n'ont-ils pas reçus ? Il y a cette différence entre une armée d'hommes libres, et une armée d'esclaves ; la victoire ruine souvent la dernière ; les défaites mêmes ne ruinent pas l'autre...

Mais nous n'aurons pas de généraux patriotes ; il s'en formera, gardez-vous d'en douter... L'Amérique n'a-t-elle pas vu briller dans le cours de quelque mois, parmi les plus habiles guerriers, et le libraire Knox et le médecin Warren, et aucun d'eux n'avoit manié le fusil. Eh ! qu'étoit-ce que Washington lui-même, lors que la guerre de l'indépendance se déclara ? Un colonel presqu'inconnu et qui avoit peu servi. Espérons-le, six mois se seront à peine écoulés, que l'ancienne classe des Plébéiens se vantera d'avoir produit des héros ; non pas de ces héros affamés de sang, qui achetoient leur gloire par des massacres terribles, mais de ces hommes précieux, qui, comme Phocion, sauront dévoiler au sénat les orateurs corrompus, et dans les combats, être économes du sang de leurs concitoyens, de ces hommes qui sauront être pauvres et n'en rougiront pas.

Eh ! devant ces enfans de la liberté, que paroîtront ces machines armées qui ne doivent leur supériorité qu'à une vaine tactique ; leur courage qu'à la confiance dans cette tactique ? si notre révolution a changé la diplomatie ; elle changera aussi l'art militaire.... On ne subjugue point un peuple libre avec des manœuvres à la prussienne ; on ne les subjugue point après une ou deux victoires ; des années de combats n'ont pas encore avancé la conquête.

Comment donc un orateur fait pour calculer ces effets de la liberté, a-t-il pu, dans cette tribune, craindre les combats pour les François ?

Comment a-t-il tout à la fois calomnié et la liberté et la nation françoise, pour douter, je ne dis pas de ses succès, les succès sont dans la main du sort, mais de sa constance à défendre sa liberté?..... Nos gardes nationaux n'ont pas d'habits, sont mal armés. Je vous l'ai dit dans cette tribune, les Américains n'avoient pas de souliers, quand ils vainquirent à Trenton.

On me dit que l'Amérique étoit dans une position bien plus heureuse que nous; qu'elle avoit un allié puissant dans la France. — On oublie que les Américains avoient vaincu à Saratoga avant l'alliance des François; on oublie que vous avez un allié plus puissant; il est dans six millions d'hommes libres, et les Américains ont vaincu avec 8,000 de ces hommes.

On me dit que les Américains ont été secondés par les fautes de Cornwallis. — Vos adversaires ne vous montreront que trop de Cornwallis. Ces tacticiens si fiers sont étrangers à la tactique d'un peuple libre.

On nous dit encore, pour nous décourager, et on regarde cette objection comme invincible: le feu est chez nous; aller le porter dans la maison de notre ennemi, n'est pas l'éteindre chez nous. — Mais on ne vous dit pas que cet ennemi même fournit sans cesse les brandons qui servent à vous embraser; ainsi aller droit au feu étranger, c'est le vrai moyen d'éteindre l'incendie domestique.

On vous dit que commencer une guerre, c'est continuer le discrédit de vos assignats. — Et moi je dis que ne pas la commencer, c'est vouloir perdre le crédit de nos assignats, si toutefois l'on pouvoit le perdre. Car on oublie toujours que ces assignats sont la meilleure monnoie existante sur

tout

tout le globe, que cette monnoie représente une excellente terre qui ne peut fuir. On oublie que dans tous les cas possibles, même dans le cas d'une contre-révolution, l'assignat ne peut être discrédité, puisque l'intérêt des contre-révolutionnaires sera de s'épargner des commotions, de s'attacher le peuple, et qu'ils se l'aliéneroient, qu'ils causeroient des commotions, en frappant d'anathême l'assignat qui est dans toutes les mains, qui est la propriété de tous. Les assignats sont donc au-dessus de tout discrédit, et ils devroient y être, si chacun raisonnoit et ne se laissoit pas prévenir par cet absurde thermomètre du change. Mais puisque ce change influe sur la valeur des assignats, puisque sa baisse tient à l'opinion de l'impuissance de la France à vaincre les rebelles, il faut donc les pulvériser enfin, si l'on veut ôter tout prétexte à ceux qui veulent discréditer nos assignats.

On vous a dit encore qu'il falloit réformer nos finances, au lieu de faire la guerre.

Mais la prospérité des finances tient à l'anéantissement des rebelles. Leur obstination coûte des frais prodigieux, en même temps qu'elle rend plus difficile la perception des impôts. L'attaque est donc nécessaire pour améliorer les finances.

On vous a dit que dans l'état où se trouvoient vos finances, vous ne pouviez, sans les ruiner encore plus, songer à attaquer.

Mais on oublioit qu'on dépense énormément aussi à se tenir sur la défensive, et qu'il sera toujours moins coûteux de finir cette guerre de préparatifs.

On oublie que la guerre ne doit se porter qu'à vingt-cinq ou trente lieues loin des frontières, et que par conséquent la plus grande partie des

provisions seront portées de France. On oublie enfin, que lorsque l'harmonie paroîtra exister entre les deux pouvoirs, lorsque cette guerre relevera l'idée de la puissance de la France, il sera facile de combiner des opérations financières qui rendront moins coûteux l'achat de ce dont on aura besoin pour la guerre.

On vous a dit qu'il falloit faire précéder le décret de la guerre d'un décret d'accusation contre les rebelles, et sur-tout contre les princes.

Eh! qui en doute? c'est justice, c'est prudence, c'est nécessité, et je crois que ce parti réunira tous les suffrages : — et je ne me suis pas borné à cette mesure dans mon discours d'hier; j'y joints toutes les mesures qui peuvent mettre à l'épreuve la sincérité de la cour.

Messieurs, des patriotes ne peuvent être longtemps divisés lorsqu'il s'agit de la gloire de la liberté, des intérêts les plus chers de la patrie.

Tous ces motifs se réunissent ici pour le système d'attaque. Je me plais donc à croire qu'un même sentiment va nous rassembler tous, et qu'écartant des subtilités plus métaphysiques que réelles qui nous séparent, nous sentirons la nécessité d'invoquer les armes contre des étrangers qui nous bravent. Ce n'est pas seulement notre honneur qui nous y invite, toutes les nations nous y invitent secrètement. Cette attaque sera le coup de tocsin qui sonnera leur réveil; il ébranlera toutes les bastilles étrangères. La commotion que vous donnerez au pays où vous porterez vos armes, se propagera rapidement; toutes les ames seront bientôt électrisées. — A peine a-t-on appris que vous menaciez Coblentz, le cœur des patriotes Brabançons a tressailli. — Ils ont cru le moment arrivé; le

signe sacré de la liberté a reparu, beaucoup ont cherché un asyle dans vos murs, afin d'y préparer leurs armes contre leurs tyrans..... Hollandois, Flamands, Liégeois, tous n'attendent que votre explosion pour commencer la leur, pour secouer le joug; et avec quelle célérité ce monvement se communiquera par-tout!.... Le ciel semble avoir destiné le globe à des révolutions périodiques en politique. Rappelez-vous ces croisades où l'Europe s'armant pour quelques superstitions, s'ébranloit à la voix d'un seul homme pour écraser l'hydre. Le moment est arrivé pour une autre croisade, et elle a un objet bien plus noble, bien plus saint. C'est une croisade de liberté universelle. Ici chaque soldat sera un Pierre l'hermite, un Bernard, et sera plus éloquent qu'eux. Il ne prêchera pas des dogmes mystiques, il prêchera ce que chacun sait, ce que chacun veut, la liberté. Que les rois n'aillent plus se créer la chimère de la propagande, ou plutôt qu'ils la voient enfin là où elle est, où elle est plus redoutable pour eux, dans l'ame de chaque soldat qui dira à son ennemi: frère, je ne viens point t'égorger, je viens te tirer du joug où tu gémis; je viens te montrer le chemin du bonheur. Comme toi j'étois esclave; je me suis armé, le tyran a disparu; me voilà libre, tu peux le devenir, voilà mon bras...

Non, il n'est au pouvoir d'aucun homme d'arrêter cette révolution. Elle est l'effet de la raison, et la raison parle à chaque homme, elle parle toutes les langues...

La révolution françoise est dans toutes les bouches. On y sait par-tout ce mot sublime: que pour être libre, un peuple n'a qu'à le vouloir. —

L'attaque de Coblentz prouvera à tous les peuples, qu'un peuple libre sait se faire respecter; elle justifiera, elle honorera la révolution françoise, et ce grand exemple déterminera ceux qui peuvent encore balancer à nous imiter.

Une seule considération pourroit les arrêter, c'est la vue de l'anarchie, si notre constitution ne parvenoit pas à la dissiper insensiblement.

O combien ils déshonorent notre révolution, combien ils éloignent la révolution universelle, ceux qui prêchent cette anarchie, ceux qui minent sourdement notre constitution ou la blasphèment ouvertement!

Par quelle fatalité de bons patriotes, se laissant entraîner à une funeste effervescence, tombent-ils eux-mêmes dans ces excès? Surveillons jour et nuit les ministres, relevons leurs fautes, dénonçons leurs délits, blâmons la tiédeur qui s'y montre indifférente, ou la perversité qui les justifie; mais en blâmant, en dénonçant, renfermons-nous dans les bornes de la constitution. . . .

Patriotes égarés, quel peut donc être votre dessein en attaquant la constitution? Est-ce de la réformer? Mais ne voyez-vous pas qu'en voulant réformer illégalement un vice, vous ouvrez la porte à mille autres? Ne voyez-vous pas que vous nous replongez dans une incertitude cruelle, dans une nouvelle fermentation, dans une fièvre violente?

Ne voyez-vous pas que vous chassez de votre sein les amis de la liberté, qui n'en veulent que par la loi, et qui ne voient qu'un nouveau genre de servitude et d'horreur dans la fluctuation de la constitution? car du moment où il n'est plus aucun terme aux variations, il n'en est plus aux calamités.

Modérez, encore une fois, cette inquiétude dévorante; s'il est des abus, cherchez le remède dans la loi; si la loi ne vous l'offre pas, attendez le temps prescrit par la loi, l'instant où vous pourrez proposer la réforme, et ne cessez de prêcher la soumission à la loi, puisque la loi est maintenant l'expression de la volonté générale. Le patriotisme doit se confondre avec cette soumission; et tout citoyen qui n'est pas soumis, est nécessairement un rebelle, un ennemi de la constitution. . .

Oui, messieurs, les hommes les plus dangereux pour cette société ne sont ni les Feuillans, ni les ministériels, ni les aristocrates; ce sont ceux qui se disent vos frères et qui attaquent imprudemment la constitution dans une société qui s'est vouée à la défense de toutes ses parties, et qui n'a cessé de manifester son improbation contre ces attaques.

La société a arrêté l'impression de ce discours, dans sa séance du 30 *décembre* 1791.

GRANGENEUVE, *député à l'assemblée nationale, président;* ALBITTE, *député à l'assemblée nationale;* CH. AL. MÉCHIN; ROUSSEL, *secrétaires.*

De l'Imprimerie du PATRIOTE FRANÇOIS, place du Théâtre Italien.